



Pôle Recherches et Publications

Analyse de la situation politico-sécuritaire au Burkina-Faso

Par

**François Jr. EZE'E ATANGANA, Internationaliste, Chercheur au Think Tank
CEIDES**

Interview proposée par Yves SANDJO, Journaliste à Radio You for media, 96.3 FM
Dans le cadre de l'émission For You M'atteind du lundi 24 janvier 2022 à 08h05

Janvier 2022

1- Après une période de frottement, le Gouvernement burkinabé a effectué une sortie épistolaire pour apporter des clarifications sur les tirs nourris entendus le 23 janvier 2022 dans les camps militaires du pays des hommes intègres à l'origine de la rumeur sur un coup d'Etat. Avez-vous été convaincu par le communiqué signé par Alkassoum MAIGA, alors que la CEDEAO dans un communiqué publié le même jour, s'est dit préoccupé par la situation dans ce pays de l'Afrique de l'Ouest appelé jadis Haute-Volta ?

Je vous remercie pour votre question, il faut dire que dans le contexte de perturbation qui sévit au Burkina-Faso, la prise de position officielle de M. Alkassoum MAIGA, en sa qualité de porte-parole du Gouvernement, est la voie la plus crédible pour faire cas des événements qui se sont produits le 23 janvier, ainsi que des dernières évolutions. Ses propos ont d'ailleurs été pour l'occasion réitérés par le Ministre de la Défense, le Général Barthélémy SIMPORÉ. A titre de rappel, les informations regroupées à ce jour font état de plusieurs coups de feu tirés par des militaires, en poste dans des camps et casernes militaires, notamment les camps de Sangoulé Lamizana et Baba Sy à Ouagadougou, et les casernes de Kaya et Ouahigouya dans le Nord du pays. Sans trop s'avancer, il semblerait que ces hommes en tenue aient voulu dénoncer ou tout au moins attirer l'attention des plus hautes autorités sur les difficultés qu'ils rencontrent et sur les défaillances qui plombent l'exercice de leurs missions. Sur ces points, on évoque la contestation de la hiérarchie militaire actuelle ; des revendications en termes de fourniture de moyens adaptés et de formation aux nouvelles menaces (terrorisme), d'une meilleure prise en charge des blessés et des familles des militaires tombés au front etc. Pour ma part, le communiqué de la CEDEAO qui somme toute s'inscrit dans la même logique que celle des autorités burkinabés sur la confirmation d'une absence de coup d'Etat, vise prioritairement à faire passer un message aux FDS. Il s'agit pour la principale organisation sous régionale de dire qu'elle demeure intransigeante sur le respect des institutions de la République et sur l'intégrité de ceux qui les incarnent. De fait, toute conquête du pouvoir par des voies autres que celles prévues par la constitution sera fortement réprimandée. Vous l'aurez compris, l'objectif est d'éviter une énième crise en empêchant aux militaires de s'emparer du pouvoir. Les risques d'un tel scénario sont malheureusement élevés, c'est justement ce qui a justifié que le Président du Faso, Président du Conseil des Ministres, S.E.M Roch Marc Christian Kaboré, instaure un couvre-feu à partir du 23 janvier et jusqu'à nouvel ordre qui va de 20h à 05h30. Je tiens à rappeler ici que le 10 janvier, des militaires parmi lesquels le Lieutenant-Colonel Emmanuel Zoungrana et des civils avaient été arrêtés pour de forts soupçons de coup d'Etat. De nombreux autres l'ont été depuis 2014 dont le Général Gilbert Diendéré.

2- Le Burkina-Faso comme le Mali du Colonel Assimi GOITA est un pays en proie au terrorisme islamiste qui sape le moral des troupes. Dans ces conditions, peut-on craindre un prétorianisme comme au Mali ?

Effectivement, le Burkina-Faso est confronté à la violence extrémiste, mais pas seulement, on observe aussi une certaine violence urbaine, qui se manifeste par de nombreux

débordements, à titre d'exemple le même 23 janvier, le siège de campagne du Mouvement du peuple pour le Progrès (MPP), parti au pouvoir a été vandalisé et incendié. Néanmoins, le cas le plus préoccupant demeure la lutte contre la violence terroriste perpétrée depuis 2015 par des groupes armés djihadiste affiliés à Al-Qaida et au groupe Etat islamiste. Les attaques de ces groupes menées contre les civils et militaires ont fait à ce jour plus de 2000 morts et contraint plus de 1,5 million de personnes à se déplacer. L'architecture politico-administrative actuelle du Burkina montre déjà une forte emprise des corps habillés dans l'exercice du pouvoir, je pense qu'avec la dernière actualité et les tensions visibles dans la sous-région, l'influence des corps armés va se renforcer. Cela devrait se traduire dans les mois, années à venir par une meilleure représentation à des postes clés.

3- La situation globale en Afrique de l'Ouest pourrait-elle redéfinir les rapports de force sur le plan géopolitique ?

Il est évident que tous les soubresauts que traversent les pays d'Afrique de l'Ouest ont des impacts multiformes au niveau interne, sous régional et international. Envisager les évolutions en termes de rapports Sud-Nord serait bien trop réducteur. Il est plus avisé de voir ici que des signes avant-coureurs de véritables transformations se manifestent de plus en plus, l'émergence d'un nouveau leadership semble d'actualité. Les populations de cet espace sont assurément décidées à influencer les actions des gouvernants au niveau local et dehors en exigeant que ceux-ci agissent davantage « sur leur propre initiative » pour stopper la fièvre djihadiste, améliorer leurs conditions de vie et surtout, revoir leurs partenariats avec les acteurs étrangers traditionnels au premier rang desquels figurent les anciennes puissances tutélaires. En effet, au-delà des tractations menées par quelques leaders dont certains arrivés par effraction au pouvoir, les rapports de force, si tant est qu'on puisse percevoir les choses sur cet angle, s'analysent en termes de consolidation d'une certaine légitimité et de (re)conquête d'une relative souveraineté. Les cas patents qui peuvent servir à expliquer un basculement sont ceux de plusieurs Etats avec en chef de file le Mali qui manifestent une défiance à l'égard des recommandations et sanctions de la CEDEAO, mais aussi, à l'encontre des partenaires au développement et des pays avec lesquels ils entretenaient il y'a peu des relations étroites et privilégiées.

-

Le Centre africain d'Etudes Internationales, Diplomatiques, Économiques et Stratégiques (CEIDES) est un laboratoire d'idées qui cumule plus d'une dizaine d'années d'expérience dont six d'existence officielle sous la forme d'une association indépendante, à caractère scientifique et à but non lucratif.

Le CEIDES a vocation à contribuer à la paix et à la prospérité du continent. Il s'engage ainsi à travers la stratégie, la recherche, le conseil, l'influence et la formation dans le cadre du continuum des 3D Développement/Diplomatie/Défense.

Il compte 4 Clubs actifs qui rassemblent des décideurs, chercheurs et partenaires à différentes échelles.

L'intelligence des situations et des contextes, sans enfermement systémique, par recours à la rigueur méthodologique des sciences sociales, la capacité à mettre en place des espaces ouverts, transdisciplinaires et multiacteurs de dialogue structuré et en partager le fruit par des mécanismes de lobbying et plaidoyer sont notre cœur de métier.



ceides
Centre africain d'Etudes Internationales
Diplomatiques Economiques et Stratégiques

B.P. 35147 Bastos-Yaoundé/Cameroun

Tél : (+237) 243 105 872

www.ceides.org Email : infos@ceides.org



Think tank Ceides